

**EXAMEN BLANC****Branche** : Sciences Economiques et de Gestion**Durée** : 3 H**Matière** : Economie Générale et Statistique**Filière** : Sciences Economiques**Coefficient** : 6**Professeur** : Larbi TAMNINE

Mercredi 22 Mai 2013

DOSSIER I : Etat des marchés, Conjoncture et Intervention de l'Etat**DOCUMENT 1 : Huile de table, le secteur s'est bien fondu dans la libéralisation**

L'assistance était au complet : industriels (Lesieur Cristal, Siof et Savola), associations de consommateurs, syndicat (CDT), représentants du ministère des Affaires générales et responsables de la Caisse de compensation. L'étude sur la concurrence dans le secteur des huiles de table présentée hier au siège du Conseil de la concurrence a réalisé une belle audience. Elle a été réalisée par le cabinet Mazars, ses conclusions devant alimenter la base des données du Conseil de la concurrence. Ce dernier recueillera des remarques écrites dans un délai de 15 jours.

Quoi qu'il en soit, ***l'étude constate la structure oligopolistique du marché***, trois firmes concentrant 98% du marché: Lesieur, Huileries de Souss et Savola. «Une extrême concentration qui n'a rien de nouveau, observe le responsable de la Caisse de compensation par laquelle transitait jadis les subventions de l'huile de table. Aujourd'hui, ce produit est complètement décompensé....

Le cabinet n'explique pas les raisons du resserrement de l'offre dans le secteur. Quoique les barrières à l'entrée sont importantes pour des raisons structurelles et non pas réglementaires: faible marge (3 à 4%), importance de l'investissement et de la distribution. Lesieur, leader du marché (60%), maintient sa position malgré la libéralisation. Avec un petit bémol que relèvent les consultants de Mazars: les produits de Savola, son challenger, «n'étaient pas présents dans les rayons de Marjane et Acima jusqu'en 2010». Bref, à vaincre sans péril.

www.leconomiste.com, Edition du 07-03-2012

DOCUMENT 2 : Politique monétaire: La liquidité bancaire au centre des préoccupations

Bank Al Maghrib (BAM) a fini par céder au sujet du taux de réserve monétaire. Celle-ci a été ramenée à 4% au lieu de 6% précédemment, libérant ainsi quelques sept milliards de dirhams de trésorerie pour les banques. Cette décision du conseil de la banque centrale intervient au moment où les prévisions d'évolution des facteurs de liquidité laissent entrevoir un besoin de trésorerie durable pour les banques marocaines. Ce dernier n'a cessé de s'accroître ces derniers mois, atteignant le niveau record de 72 milliards de dirhams...

De son côté, le taux directeur est maintenu à 3% car les risques quant à la stabilité des prix à moyen terme sont jugés faibles. L'inflation devrait rester à des niveaux acceptables: 1,4% à l'horizon fin 2013, avec une moyenne se situant autour de 2%. En matière de croissance, BAM maintient ses prévisions à moins de 3%. Celle-ci est plus importante que chez les principaux partenaires, et notamment européens, même si elle reste en deçà de celle observée en 2011. Cette situation s'explique à la fois par la conjoncture locale et par la situation économique internationale. Pour 2013, la prévision de la banque centrale se situe entre 4% et 5%, en attendant des éléments plus précis concernant la prochaine loi de finances....

www.challenge.ma, Edition du 28-09-2012

DOCUMENT 3 : Comptes de la nation 2009-2011

En milliards de DH	2009	2010*	2011**	Variation en %
Produit Intérieur Brut (PIB) à prix courants	732,4	764,0	802,6	5,0
Valeur ajoutée agricole	100,8	99,0 ?..... ?.....
Valeur ajoutée non agricole	552,4	588,7	636,1	8
Impôts sur les produits nets de subventions	79,2	76,3	60,2	- 21,1
Valeur ajoutée agricole en % du PIB	13,8 ?.....	13,2	

* Chiffres révisés ** Chiffres provisoires

Rapport de Bank Al-Maghrib 2011, www.bkam.ma

DOCUMENT 4: Données du Budget Général de l'Etat (BGE) 2011-2012 ((situation cumulée à partir de Janvier)

Chiffres en Millions de DH	Novembre 2011	Novembre 2012	Variation en %
Recettes ordinaires	170 063	177 629	4,4
Dépenses de biens et services	112 356	124 349	10,7
Intérêt de la dette publique	16 338	17 979	10,0
Dépenses de compensation	37 260	50 863	36,5
Dépenses d'investissement	37 225	38 795	4,2
Solde budgétaire	-27 019	- 46 991	73,9

Note de la conjoncture n°21, Janvier 2013, et Rapport de BAM 2011, www.finances.gov.ma

DOCUMENT 5 : Le déficit budgétaire dérape

La dernière sortie du Haut commissariat au Plan (HCP) est pour le moins alarmante : « Le déficit des Finances publiques serait passé de 6,2% du PIB en 2011 à environ 7% en 2012 ».... Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le déficit sera autour de 6%. La dégradation des finances de l'Etat est attribuée à la mauvaise santé de la balance des paiements. Plus encore, «elle aggrave l'endettement public dont le taux frôle le seuil fatidique de 60% du PIB ». En 2011, ce taux était de 53,7% du PIB (soit 6,3 points de plus en un an). A fin novembre 2012, le Trésor a levé 55,4 milliards de DH sur le marché domestique, soit 23,3 milliards de DH de plus comparés à la même période en 2011. S'y ajoute la levée de fonds à l'international à la fin de l'année. Un tel taux d'endettement menace la notation du pays. « Le maintien de l'investissement public à un niveau élevé et la progression à un rythme soutenu de la consommation finale nationale ne cessent d'accroître le déficit budgétaire de l'Etat et, par là, celui des échanges extérieurs dans un contexte de faible compétitivité de notre économie. », relève Lahlimi. Les revenus nets en provenance du reste du monde auraient continué à se dégrader avec une baisse de 6,7% en 2012. En cause, le recul de 4% des transferts des MRE. Autre indicateur au rouge : l'épargne nationale est passée de 27,9 à 26,1% du PIB.

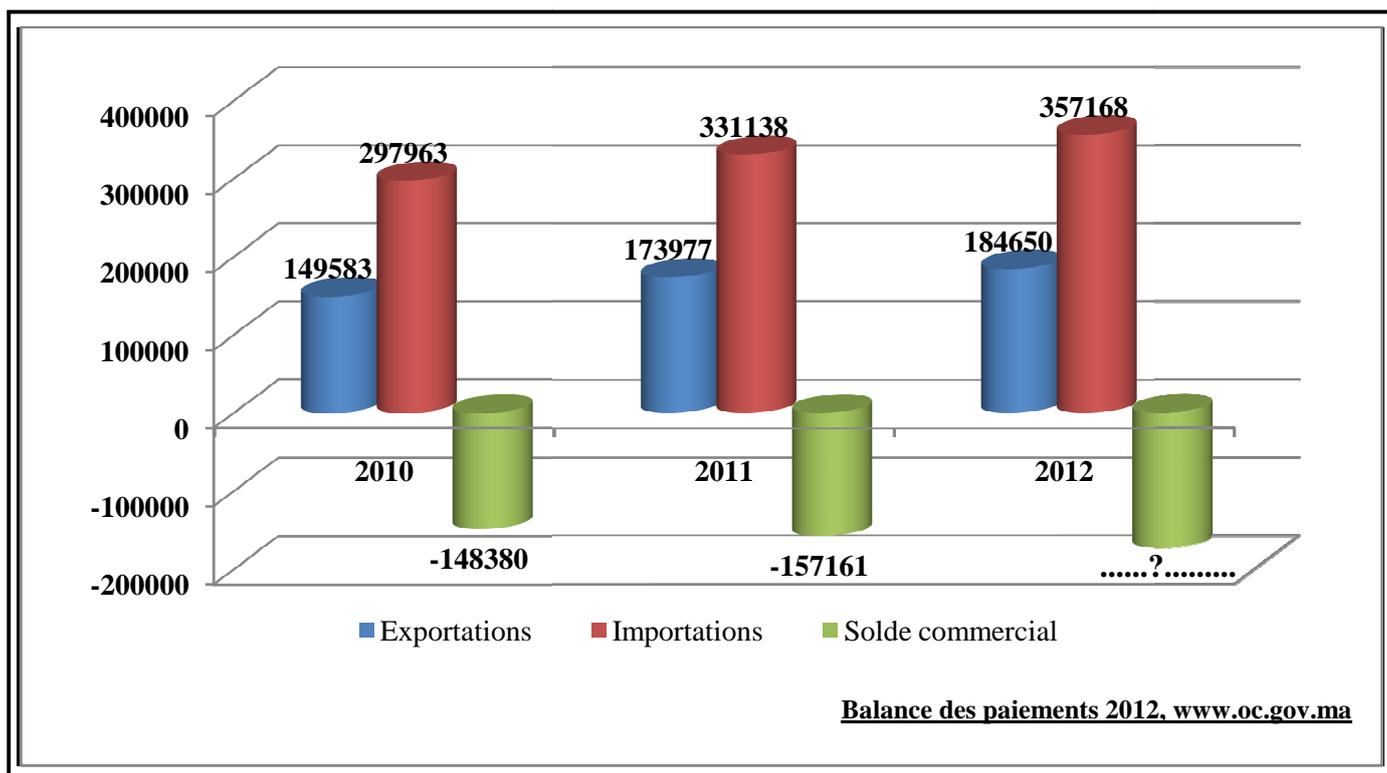
www.leconomiste.com, Edition du 08-02-2013

TRAVAIL A FAIRE : (7,75 points)

1) Identifiez les marchés objet des Documents 1 et 2 .	1 point
2) A partir du Document 2 , caractérisez les composantes du marché (offre, demande et prix).	0,75 point
3) a) Expliquez l'expression soulignée dans le Document 1 .	0,5 point
b) Relevez du même document deux pratiques anti-concurrentielles.	0,5 point
4) A partir du Document 2 :	
a) Relevez les actions (les instruments) utilisées par la BAM pour agir sur le marché monétaire ;	1 point
b) Déduire un objectif intermédiaire et un objectif final de l'intervention de la BAM.	0,5 point
5) En vous référant au Document 3 :	
a) Calculez les données manquantes dans le tableau ;	0,75 point
b) Interprétez l'évolution du PIB et de ses composantes sectorielles entre 2010 et 2011.	0,5 point
6) A partir du Document 4 :	
a) Lisez le chiffre souligné ;	0,5 point
b) Calculez puis interprétez le solde ordinaire en Novembre 2011 et Novembre 2012 ;	0,75 point
c) Dégagez <u>deux caractéristiques</u> du Budget Général de l'Etat.	0,5 point
7) Relevez, à partir du Document 5 , ce qui montre la dégradation des finances publiques au Maroc.	0, 5 point

DOSSIER II : Ouverture de l'économie marocaine : opportunité ou menace ?

DOCUMENT 6 : Evolution des échanges de biens entre 2010 et 2012 (données préliminaires pour 2012) (en Millions de DH)



DOCUMENT 7 : Déficit commercial : Le Maroc importe 1 Md de DH chaque jour

[...] Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2011, le déficit des biens a atteint 185 Mds de DH, celui des biens et services 116 Mds de DH et l'excédent du commerce des services et des transferts des MRE n'arrive plus à le couvrir.

En effet, l'évolution des importations tant au plan global que par secteur ou groupe de produits, semble révéler une juxtaposition des deux tendances : celle liée à la dynamique des activités de production, notamment pour les secteurs tournés vers les marchés extérieurs, et celle de l'exacerbation de la concurrence et de l'écart de la compétitivité sur le marché intérieur. Force est de constater que la politique de relance, via la demande intérieure tant prônée au cours des dernières années, a montré ses limites à cause d'une faible intégration intersectorielle des secteurs productifs locaux [...].

Cette hausse des importations n'est pas anodine (insignifiante) mais résulte de l'amélioration de notre système productif et de la cadence de nos investissements. A noter qu'il existe une corrélation (relation) forte entre le taux de croissance du PIB et celui des importations. Autre élément important responsable de cette hausse des importations : le fait que les importations incompressibles représentent plus de 85% des importations globales. Elles sont composées essentiellement de biens d'équipement, d'énergie et de demi-produits. Dans son analyse, le CNCE (1) a fouiné également dans les accords de libre-échange qui ont révélé que les marges préférentielles ne profitent pas au Maroc, essentiellement celui avec l'UE. En ce qui concerne les pays arabes, il existe des marges préférentielles, malheureusement pas de complémentarité entre les pays signataires de l'Accord d'Agadir.

(1) Conseil Supérieur du Commerce extérieur

www.financesnws.ma, Edition du Jeudi 23 Février 2012

DOCUMENT 8 : Devant l'aggravation du déficit extérieur, faut-il dévaluer le Dirham?

Selon la littérature économique, la dévaluation se traduit par une baisse en devises des prix des produits exportés, et une hausse en dirham des prix des produits importés. Les prix à l'export deviennent théoriquement plus compétitifs et ceux de l'import, plus dissuasifs pour les consommateurs nationaux: ce qui devrait normalement soulager la balance commerciale.

Corrélativement, l'augmentation en quantité des exportations doit entraîner une augmentation de la production nationale, alors que la cherté des produits importés doit orienter la consommation intérieure vers les produits locaux.

À son tour, l'augmentation de la demande sur la production nationale va entraîner une relance de l'économie qui verra une augmentation des investissements et des créations d'emplois.

Les produits importés devenant plus chers en monnaie nationale, la dévaluation va contribuer à augmenter l'inflation en haussant les prix pour les consommateurs directs, mais aussi pour l'industrie nationale qui s'approvisionne à l'étranger en demi-produits et matières premières.

Après une dévaluation, l'effet immédiat serait une chute des recettes des exportations, avant que l'augmentation des quantités exportées puisse inverser cet effet négatif. Elle contribue également à l'augmentation de la dette internationale exprimée en monnaie locale.

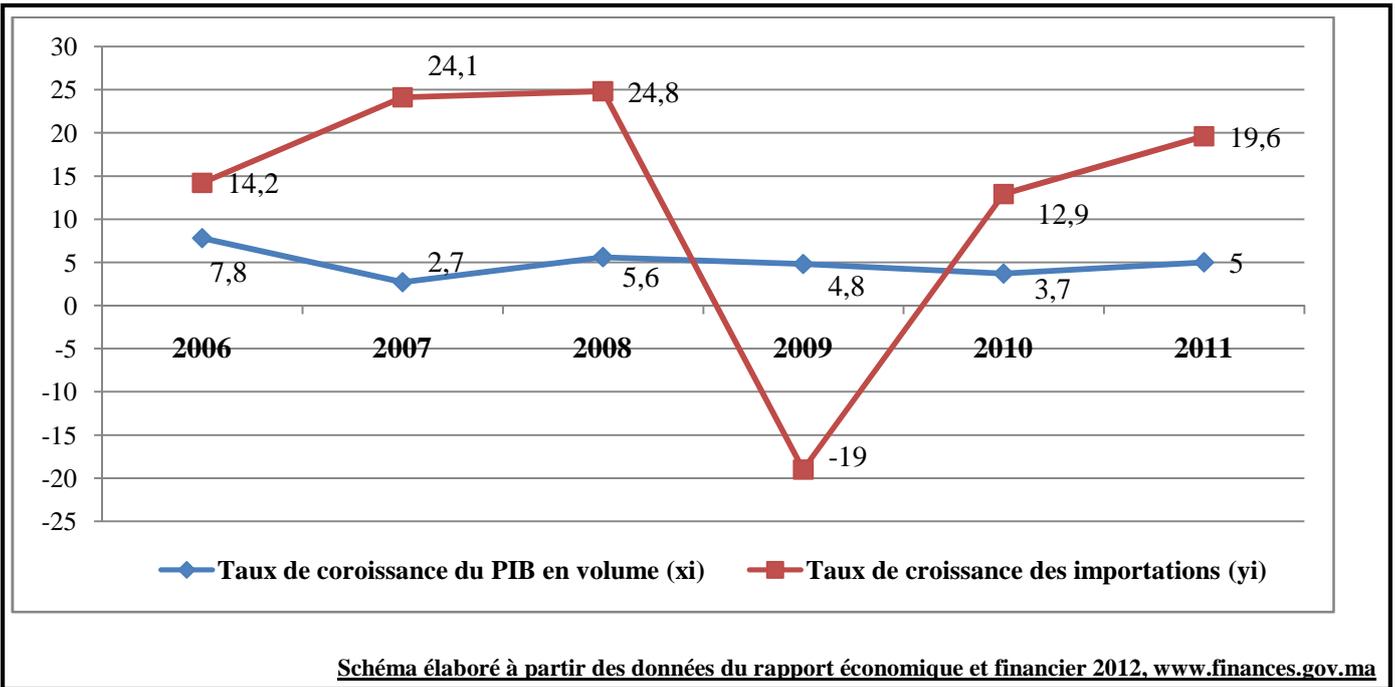
<http://www.aufaitmaroc.com>, article publié le 19-02-2013 (adapté)

DOCUMENT 9 : Barrières non tarifaires et marchés parfois trop grands brident les exportations

[...] Les opérateurs s'accordent sur deux raisons pour expliquer ces déconvenues : le déficit de compétitivité et la faible diversification de l'offre et des débouchés. Aussi, le fait que les entreprises marocaines ont du mal à se défaire des commandes de leurs partenaires traditionnels de l'Europe, et leur réticence à faire la conquête d'autres marchés, occasionne de sérieux manques à gagner. A cela s'ajoutent les différences de taille des marchés. Certains, à l'instar des Etats-Unis, sont trop importants en volume pour que leurs ordres soient exécutés par l'industrie marocaine. Les difficultés à promouvoir le label Maroc, le coût du transport et de logistique et la non-maîtrise des usages des nouveaux marchés constituent d'autres goulots d'étranglement...

Quoi qu'il en soit, en faisant le choix d'être partie prenante dans ces accords, le Maroc ne fait que s'insérer davantage dans une mondialisation à marche forcée, en faisant le pari d'améliorer l'offre exportable, de rehausser la compétitivité des entreprises et de conquérir de nouveaux marchés.

www.lavieeco.com, Edition du 21-01-2013

DOCUMENT 10 : Evolution du taux de croissance du PIB en Volume et des importations (2006-2011)**DOCUMENT 11 : Produits à forte valeur ajoutée: Le Maroc a une place à prendre**

« Le ministère planche sur une nouvelle stratégie pour élargir les horizons pour les exportations marocaines », affirme Abdelkader Amara, Ministre de l'Industrie, du Commerce, et des Nouvelles Technologies. Une annonce qui intervient sur fond de véritable crise du commerce extérieur. Si la tutelle pense à remettre à plat la stratégie jusque-là adoptée, c'est qu'il y a péril en la demeure. Autant en profiter pour prendre en considération les multiples changements qui interviennent au niveau international. L'occasion justement de rompre avec la vision « archaïque et passiste » du commerce extérieur, comme avancé par la présidente du CGEM. La structure même du commerce international connaît depuis plus d'une vingtaine d'années une nouvelle configuration.

Ceci dit, le challenge pour le Maroc pour les années à venir est justement de se positionner fortement sur cette chaîne de valeur à caractère mondial. L'objectif est de tirer le maximum de production à forte valeur ajoutée sur le territoire national. Ce travail a déjà été entamé lors de la mise en place du Pacte national d'émergence industrielle (PNEI), dont l'objectif est de doper les exportations grâce à sept métiers mondiaux, en l'occurrence l'offshoring, l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, l'agroalimentaire, les produits de la mer et le textile. Mais le Maroc n'a réussi à s'imposer réellement que sur la chaîne de valeur mondiale de trois secteurs qui sont l'Offshoring, l'automobile, l'aéronautique. Dans l'offshoring, deux plateformes offshores intégrées, Casanearshore et Technopolis sont déjà opérationnelles, abritant 70 entreprises. Les chiffres officiels avancent que 50% de l'objectif en termes d'emplois à l'horizon 2015 sont atteints, à savoir 50.000....

www.challenge.ma, Edition du 20-12-2012

TRAVAIL A FAIRE : (11,25 points)

<p>8) À partir du document 6 :</p> <p>a) Calculez le montant qui manque dans le graphique ;</p> <p>b) Calculez et lisez le taux de couverture en 2012 ;</p> <p>c) Sachant que le PIB en 2011 est de 802 607 MDH, calculez et interprétez le degré d'ouverture.</p>	<p>0,25 point</p> <p>0,5 point</p> <p>0,5point</p>
<p>9) A partir du document 7,</p> <p>a) Expliquez l'expression soulignée (accord de libre-échange) ;</p> <p>b) Déduire trois raisons de l'augmentation très significative des importations.</p>	<p>0,5point</p> <p>0,75 point</p>
<p>10) En vous référant au document 8,</p> <p>a) « La dévaluation du Dirham n'est pas le seul facteur d'amélioration de la compétitivité des exportations marocaines », discutez ce point de vue ;</p> <p>b) Présentez un effet possible de la dévaluation éventuelle du DH sur chacune des grandeurs économiques marocaines suivantes : les exportations, les importations, l'entrée de touristes et la dette extérieure.</p>	<p>1 point</p> <p>1 point</p>
<p>11) Relevez, du Document 9, puis expliquez trois handicaps du commerce extérieur marocain.</p>	0,75 point
<p>12) a) Déterminez, à partir du Document 10, l'équation de la droite de la forme $y = ax + b$ selon la méthode des moindres carrés, sachant que $\sum x_i y_i = 369,2$; $\sum x_i^2 = 161,2$. (Arrondir au 10ème près).</p> <p>b) Vérifiez le passage en italique souligné dans le Document 7 à partir du résultat obtenu ;</p> <p>c) Calculez le taux de croissance prévisionnel des importations pour un taux de croissance économique de 6 %.</p>	<p>0,75 point</p> <p>0,5 point</p> <p>0,5 point</p>
<p>13) A partir du Document 11,</p> <p>a) Identifiez la stratégie industrielle adoptée par le Maroc ;</p> <p>c) Quelle est l'étape de Rostow recherchée par le Maroc à travers cette stratégie ?</p> <p>b) Déduire deux exemples de métiers mondiaux du Maroc.</p>	<p>0,5 point</p> <p>0,25 point</p> <p>0,5 point</p>
<p>14) Question de synthèse :</p> <p>Le déficit de la balance commerciale est chronique et de plus en plus important. Les exportations n'arrivent pas à décoller et rencontrent plusieurs difficultés, alors que les importations augmentent à un rythme plus élevé.</p> <p>Dans un développement structuré (Introduction, Développement et Conclusion), il est recommandé de mettre en évidence ce constat et expliqué ce déficit, préciser ses effets sur l'économie marocaine et en proposez des solutions.</p>	3 points

Important :

- ✓ 1 point est réservé à la présentation de la copie, évitez les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro de dossier puis de la question.
- ✓ La machine à calculer non programmable est autorisée.
- ✓ Les calculs justificatifs doivent figurer sur la copie.